

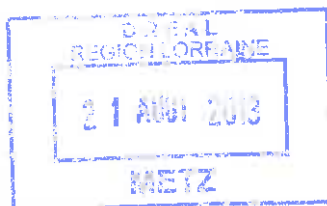


Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES VOSGES

DIRECTION DE LA COORDINATION,
DE L'ÉVALUATION ET DU SUIVI DES
POLITIQUES PUBLIQUES

Bureau de l'environnement



Arrêté n° 2056/2013 du 14 AOUT 2013

mettant en demeure la société CROUVEZIER DEVELOPPEMENT de respecter les dispositions de l'article 3.1.2 de l'arrêté préfectoral n° 2640/2008 du 13 août 2008 l'autorisant à exploiter une unité de blanchiment/teinture de textile à Gérardmer.

Le préfet des Vosges,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu le code de l'environnement ;
- Vu le décret du Président de la République du 22 février 2013 portant nomination de M. Gilbert PAYET en qualité de préfet des Vosges ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2640/2008 du 13 août 2008 autorisant la société CROUVEZIER DEVELOPPEMENT à exploiter une unité de blanchiment/teinture de textile sur le territoire de la commune de Gérardmer ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées établi le 13 août 2013, à la suite des visites effectuées sur le site de l'établissement les 28 juin et 22 juillet 2013 ;
- Considérant que des odeurs nauséabondes ont été senties à proximité des installations de traitement des eaux de la société CROUVEZIER DEVELOPPEMENT, dans un quartier d'habitation ;
- Considérant que ces odeurs incommode le voisinage, comme en attestent les plaintes dont l'inspection des installations classées a été informée ;
- Considérant ces odeurs nuisent à la salubrité publique, intérêt protégé par le code de l'environnement au titre de son article L.511-1 ;

Considérant que ces nuisances constituent une infraction à l'article 3.1.2 de l'arrêté préfectoral n° 2640/2008 du 13 août 2008 autorisant la société CROUVEZIER DEVELOPPEMENT à exploiter une unité de blanchiment/teinture de textile sur le territoire de la commune de Gérardmer;

Considérant que l'inspection des installations classées a transmis une copie de son rapport du 13 août 2013 à l'exploitant conformément à l'article L.514-5 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

Arrête

Article 1 – La société CROUVEZIER DEVELOPPEMENT est mise en demeure de respecter, sous un délai de six mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 3.1.2 de l'arrêté préfectoral n° 2640/2008 du 13 août 2008 l'autorisant à exploiter une unité de blanchiment/teinture de textile à Gérardmer.

Article 2 - A défaut de déférer à la présente mise en demeure dans le délai fixé à l'article 1^{er} du présent arrêté, la société CROUVEZIER DEVELOPPEMENT s'expose, indépendamment des sanctions pénales prévues aux articles L514-9 et L541-46 du code de l'environnement, aux sanctions administratives prévues aux articles L514-2 et L541-3 dudit code.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Saint-Dié-des-Vosges et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société CROUVEZIER DEVELOPPEMENT et dont copie sera adressée au maire de Gérardmer.

Fait à Epinal, le 14 AOÛT 2013

Le préfet,

Pour la Préfecture et par délégation,
Le Secrétaire Général.

Vincent BERTON

Délais et voies de recours – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification.